

Programme de reconnaissance des organismes nationaux de loisir (PRONL)

Le présent document a été réalisé par
le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

Coordination et rédaction :

Direction du sport, du loisir et de l'activité physique
Secteur du loisir et du sport

Coordination de la production, révision linguistique et édition

Direction des communications

Pour toute information :

Renseignements généraux
Direction des communications
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
1035, rue De La Chevrotière, 28^e étage
Québec (Québec) G1R 5A5
Téléphone : 418 643-7095
Ligne sans frais : 1 866 747-6626

Ce document peut être consulté
sur le site Web du Ministère :
www.education.gouv.qc.ca

© Gouvernement du Québec
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, 2017

ISBN 978-2-550-76061-0 (PDF)

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2017

TABLE DES MATIÈRES

Liste des sigles	4
Préambule.....	5
Fondements.....	6
Principes	7
1. Description du programme	8
Objectifs.....	8
Organismes non visés.....	8
2. Types de reconnaissance.....	9
A. Reconnaissance d'un organisme national de loisir.....	9
Critères de reconnaissance	9
Privilèges.....	10
B. Reconnaissance d'un organisme national de loisir partenaire.....	11
Critères de reconnaissance	11
Privilèges.....	11
Reddition de comptes et contingentement	12
3. Présentation d'une demande.....	13
Annexe A.....	14
Situation de transfert à une autre instance d'attache	14
Annexe B.....	15
Principales définitions	15
Annexe C.....	18
Liste de vérification des documents et des formulaires à acheminer	18

LISTE DES SIGLES

MEES	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
ONL	Organisme national de loisir
PAFONL	Programme d'assistance financière aux organismes nationaux de loisir
PRONL	Programme de reconnaissance des organismes nationaux de loisir
SACAIS	Secrétariat à l'action communautaire autonome

PRÉAMBULE

Les bénéfices du loisir, tant sur le plan de la santé physique et mentale que sur celui du développement personnel, culturel, social et économique, des personnes et des communautés, ne sont plus à démontrer. Conséquemment, la participation à des activités de loisir est essentielle pour que le plus grand nombre de Québécois, sans distinction, aient un mode de vie sain et actif, de la petite enfance à un âge avancé.

Le monde associatif du loisir est un lieu d'initiatives citoyennes qui rassemble un grand nombre de participants et de bénévoles. En créant des groupes, des clubs ou des associations, la plupart du temps affiliés à des organismes locaux, régionaux ou provinciaux, des citoyens – souvent bénévoles – contribuent directement à rendre actifs les membres de leur communauté en fonction de leurs besoins et de leurs attentes.

Le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) reconnaît que, par leur nature même, les organismes nationaux de loisir (ONL) sont d'importants acteurs en matière d'accessibilité, de qualité et de promotion de la pratique libre ou organisée d'activités de loisir. Leur mission, leur vie associative, le caractère préventif de leurs activités, la concertation et leurs actions collectives contribuent à donner à toute la population un cadre sain et sécuritaire pour la pratique d'activités de loisir.

Par le maintien de différentes mesures destinées à soutenir ses actions, le Gouvernement du Québec reconnaît, depuis plusieurs années déjà, la contribution du palier national à l'organisation associative du loisir. Le Programme de reconnaissance des organismes nationaux de loisir (PRONL) présenté dans ce document énonce l'ensemble des balises utilisées par le Gouvernement du Québec dans son processus de reconnaissance des partenaires qui participent, de façon complémentaire, à l'exercice de sa responsabilité en matière de loisir.

De façon plus précise, ce document constitue le cadre gouvernemental qui définit les objectifs et détermine :

- les fondements et les principes sur lesquels s'appuie la reconnaissance d'un organisme national de loisir;
- les types de reconnaissance;
- les normes et les critères relatifs à l'obtention, au maintien ou au retrait d'une reconnaissance;
- les privilèges associés à une reconnaissance.

Le PRONL s'inscrit avant tout comme un outil de reconnaissance du leadership, de la nature démocratique et de l'expertise de certaines organisations ainsi que de leur apport à l'essor de la pratique du loisir au Québec.

FONDEMENTS

Le PRONL s'appuie sur les lois, les politiques et les documents suivants :

Déclaration universelle des droits de l'homme

« Toute personne a droit au repos et aux loisirs. »

Loi sur le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Le ministre responsable du Loisir et du Sport exerce les fonctions du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport prévues à la Loi sur le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. En vertu de sa loi constitutive, le Ministère réalise ses activités dans les domaines de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire, ainsi que dans les domaines du loisir et du sport.

Ses activités visent notamment à :

- promouvoir l'éducation, le loisir et le sport;
- contribuer, par la promotion, le développement et le soutien de ces domaines, à l'élévation du niveau scientifique, culturel et professionnel ainsi que du niveau de la pratique récréative et sportive de la population québécoise et des personnes qui la composent.

Loi sur le développement durable

« Les mesures prévues par [la Loi sur le développement durable] concourent [...] à réaliser le virage nécessaire au sein de la société face aux modes de développement non viable, en intégrant davantage la recherche d'un développement durable, à tous les niveaux et dans toutes les sphères d'intervention, dans les politiques, les programmes et les actions de l'Administration. Elles visent à assurer la cohérence des actions gouvernementales en matière de développement durable [...]. »

Politique de l'activité physique, du sport et du loisir - Au Québec, on bouge !

« Le Gouvernement du Québec reconnaît et soutient, tant au palier local, régional qu'au palier national, plusieurs organismes de regroupement, de service et de concertation. Ces organismes [...] qui encadrent la pratique d'activités physiques, de sports et de loisirs sous toutes ses formes jouent un rôle de premier plan, car ils contribuent à améliorer la qualité de vie de toute la population. » Page 4

« [...] les programmes du Gouvernement du Québec permettront de créer et de maintenir des environnements favorables à la pratique d'activités physiques, de sports et de loisirs. Il en va de la réussite de la mise en œuvre de la Politique. » Page 33

« [...] la pratique d'activités physiques, de sports et de loisirs serait grandement favorisée et améliorée par un meilleur partage et, surtout, par une définition plus claire des rôles et des responsabilités des diverses organisations, [...] particulièrement les organismes régionaux et nationaux, et sur leurs processus de concertation et de collaboration. » Page 34

Politique de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire – L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec

« Doter le Québec d'une politique gouvernementale de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire, c'est situer sans équivoque les organismes communautaires au centre du renouvellement des pratiques sociales québécoises; c'est reconnaître pleinement leur rôle dans le développement social et économique du Québec. » Page 3

Avis sur l'éthique en loisir et en sport

« Il importe de soutenir les acteurs en loisir et en sport par une approche globale basée sur des valeurs reconnues et partagées. Forts de ce consensus, ils pourront alors réaffirmer les objectifs associés à la pratique du loisir et du sport et, ainsi, favoriser un environnement sûr et accueillant. » Page 11

PRINCIPES

Le PRONL s'appuie également sur l'ensemble des rapports et des interventions entre ces ONL et l'État, en particulier sur les éléments suivants, tirés du Cadre de référence en matière d'action communautaire de la Politique de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire.

Le respect des priorités nationales en matière de développement social

La responsabilité de respecter les priorités nationales en matière de développement social incombe aux ministères et aux organismes gouvernementaux. Il revient à l'État de concrétiser l'application de ce paramètre dans la reconnaissance de ses partenaires et de l'associer aux orientations nationales en matière de développement du loisir.

L'harmonisation des pratiques gouvernementales

La reconnaissance des ONL s'inscrit dans une démarche d'harmonisation des pratiques administratives relatives à cette reconnaissance.

L'équité

L'élaboration de critères clairs et de conditions précises relativement à la reconnaissance des ONL assure à ces organismes que la procédure de reconnaissance est conduite de façon équitable et transparente. L'équité nécessite l'adoption d'une classification des organismes et de privilèges répondant à la catégorie retenue. Elle fait appel à un traitement qui évite les disparités entre les organismes en se basant sur des éléments qui sont propres à leur mission et à leurs activités. Cette approche, qui profite aux organismes eux-mêmes, représente l'une des meilleures garanties du respect de l'équité entre les organismes qui ont une taille, un achalandage, des activités et des usagers comparables.

La transparence et le respect mutuel

La transparence dont il est question ici touche l'ensemble des aspects de la relation qu'entretient le gouvernement avec les organismes communautaires et va au-delà de celle qui doit avoir cours en matière de reddition de comptes. Elle exige une volonté réelle d'établir une communication claire et précise, l'adoption d'un comportement qui reflète cette volonté et une accessibilité de part et d'autre à toute l'information requise. Cette approche nécessite aussi la transparence des règles fondamentales qui influencent la prise de décision gouvernementale.

Le respect mutuel sous-tend la reconnaissance des compétences et des responsabilités propres, une ouverture d'esprit dans les échanges et une loyauté dans les rapports.

Le respect de l'autonomie des organismes communautaires

En accordant le statut d'ONL, le gouvernement reconnaît l'importance de la contribution des organismes communautaires sur son territoire en établissant des rapports dans le respect de leur autonomie, c'est-à-dire en maintenant une certaine distance sur le plan de la mission, des approches et des pratiques de chacune des instances.

La prise en charge du loisir par le milieu

La reconnaissance vise à soutenir le dynamisme qu'exprime le milieu associatif dans la prise en charge de ses activités et, par effet d'entraînement, favorise l'enrichissement et l'amélioration continue de l'offre de services en matière de loisir.

L'équilibre entre les objectifs de consolidation des organismes existants et la marge de manœuvre nécessaire à la création d'organismes, en réponse à de nouveaux besoins

La marge de manœuvre qui doit être préservée pour la création d'organismes, en réponse à de nouveaux besoins, rappelle que la reconnaissance des ONL est également un instrument au service de l'innovation et de l'engagement social. L'État, par la reconnaissance de ces organismes, reconnaît donc leur capacité à déterminer les besoins de la population. Ces organismes doivent aussi être attentifs aux besoins en émergence et veiller à offrir de nouvelles réponses à des situations problématiques non résolues par l'offre de services publics.

1. DESCRIPTION DU PROGRAMME

OBJECTIFS

- Reconnaître la gouvernance et l'apport des organismes d'utilité publique qui sont considérés comme des chefs de file dans un champ d'intervention en loisir et qui, à titre de leaders, contribuent de façon significative au développement de ce champ en favorisant son accessibilité, la qualité de l'expérience et sa promotion dans une perspective de développement durable et d'augmentation du niveau de la pratique d'activités de loisir.
- Préciser le statut des ONL qui exercent des activités sur le territoire québécois.

ORGANISMES NON VISÉS

Les organismes non visés aux fins du PRONL sont :

- les organismes à but lucratif;
- les regroupements de regroupements ou les réseaux sectoriels ou multisectoriels nationaux;
- les organismes à but non lucratif créés par une instance publique pour répondre à des intérêts d'administration publique;
- les organismes à but non lucratif constitués pour servir strictement les intérêts de leurs membres (associations et ordres professionnels, organisations politiques, organisations syndicales, organisations à caractère religieux, etc.);
- les organisations philanthropiques dont la mission consiste essentiellement à recueillir et à redistribuer des fonds;
- les organismes créés aux fins strictes de réalisation de manifestations à caractère événementiel;
- les organismes qui exercent prioritairement des activités de recherche;
- les organismes dont la nature des activités de loisir pourrait justifier un comportement négatif ou la violation d'une norme tolérable ou qui s'inscrit en non-conformité avec les normes sociales.

2. TYPES DE RECONNAISSANCE

A. RECONNAISSANCE D'UN ORGANISME NATIONAL DE LOISIR

CRITÈRES DE RECONNAISSANCE

1. Être un organisme d'action communautaire, soit :
 - 1.1 Être un organisme à but non lucratif constitué en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies¹;
 - 1.2 Entretenir une vie associative et démocratique;
 - 1.3 Être enraciné dans la communauté²;
 - 1.4 Être libre de déterminer sa mission, ses approches, ses pratiques et ses orientations.
2. Être un organisme d'utilité publique qui poursuit une mission d'intérêt général en loisir (propre à la collectivité et qui transcende celui de ses membres) qui, soit :
 - couvre un ou plusieurs des secteurs suivants : loisir actif, culturel, électronique, motorisé, de plein air, socioéducatif ou touristique;
 - développe un champ d'intervention en loisir spécialisé, pour une clientèle qui présente des besoins particuliers et qui est susceptible de bénéficier d'une action sociale adaptée dans un ou plusieurs de ces secteurs;
 - fait de la défense collective des droits dans un ou plusieurs secteurs du loisir ou pour une clientèle.
3. Être considéré par le Gouvernement du Québec comme le chef de file d'un champ d'intervention en loisir en le démontrant par :
 - 3.1 La mobilisation, le regroupement et la représentation, sur une base continue³, d'un effectif affilié d'au moins 1 000 membres individuels ou de neuf membres collectifs⁴ qui regroupent un minimum de 1 000 personnes (membres ou adhérents), et ce, sur le territoire québécois.

Note : Dans le respect de l'esprit de la Loi sur la sécurité dans les sports et pour veiller à la sécurité et à l'intégrité des personnes, un ONL qui n'atteint pas le nombre minimal de membres requis, mais qui possède un règlement de sécurité approuvé par le Ministère, pourrait, nonobstant la norme 3.1, être considéré comme chef de file de son champ d'intervention. L'organisme national de loisir doit faire approuver son règlement de sécurité par le ministre responsable de l'application de la Loi. Cette procédure doit être effectuée selon les prescriptions du Règlement sur les modalités d'une demande d'approbation ou de modification d'un règlement de sécurité. Une fois que le ministre a approuvé, avec ou sans modification, ce règlement de sécurité, il revient à l'organisme de veiller à ce que ses membres le respectent.

-
1. Les organismes constitués en vertu de la partie II de la Loi sur les corporations canadiennes ou de toutes autres loi régissant les personnes morales à but non lucratif sont admissibles s'ils exercent la majorité de leurs activités au Québec. Les organismes actifs sur le plan international doivent avoir leur siège social au Québec et y tenir les réunions de leurs administrateurs de même que leur assemblée annuelle. Ils peuvent être constitués en vertu de la loi québécoise ou canadienne.
 2. Le respect du critère 2.2 du Cadre de référence en matière d'action communautaire de la Politique de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire n'est pas obligatoire lorsque la communauté visée est inapte à se représenter elle-même. Toutefois, l'organisme doit pouvoir démontrer que les personnes intervenant auprès de cette communauté, ou en son nom, agissent dans l'intérêt de celle-ci, en respectant ses droits et ses valeurs.
 3. Le terme « sur une base continue » désigne un service mesurable reçu par les membres ou la population à des intervalles réguliers et multiples. Sont exclus les services offerts sur une base ponctuelle.
 4. L'effectif affilié de membres collectifs désigne le nombre de personnes morales membre de l'organisme. Si les membres collectifs sont constitués d'associations personnifiées, l'ONL doit pouvoir fournir, sur demande, une copie écrite du contrat d'association (ou de l'entente) qui atteste de la poursuite d'un but commun entre les parties.

- 3.2 L'adoption de positions et la réalisation d'actions de portée provinciale à titre de leader, dans les axes d'intervention suivants :

L'accès au savoir :

- 3.2.1 L'élaboration et l'offre de programmes de formation et de perfectionnement aux intervenants et aux participants;
- 3.2.2 L'expérimentation, l'innovation et la recherche, notamment la surveillance des nouvelles tendances pour répondre aux besoins des pratiquants;
- 3.2.3 L'élaboration et le déploiement d'outils (de communication et de gestion) pour le milieu accessibles aux membres et à la population;
- 3.2.4 La promotion de son champ d'intervention en loisir, dans une perspective de pérennité et d'augmentation du niveau de la pratique d'activités de loisir;
- 3.2.5 La concertation des acteurs du milieu.

La prévention de la santé et la gestion du risque :

- 3.2.6 L'établissement de standards en matière de sécurité, d'éthique et d'encadrement;
- 3.2.7 Le cas échéant, la mise en œuvre d'actions visant la qualité et la sécurité des aménagements ou l'accessibilité aux lieux de pratique.

La démocratie et l'engagement citoyen :

- 3.2.8 La reconnaissance, le soutien et la promotion du bénévolat.

- 4. Rayonner au-delà du cadre local et régional en assurant, à titre de leader, le déploiement de services à ses membres et à la population dans au moins 9 des 17 régions administratives du Québec⁵.
- 5. Posséder un plan de développement pluriannuel approuvé par le conseil d'administration.
- 6. Être signataire de l'Avis sur l'éthique en loisir et en sport.
- 7. Se conformer aux lois applicables et aux règlements édictés par le Gouvernement du Québec.

PRIVILÈGES

- 1. Le droit de s'afficher en tant qu'organisme national de loisir, reconnu par le Gouvernement du Québec.
- 2. La possibilité de déposer une demande au Programme d'assistance financière aux organismes nationaux de loisir du MEES;
- 3. L'accès au réseau de diffusion d'information (avis, bulletins, communiqués, publications, etc.) du Secteur du loisir et du sport du ministère responsable du loisir.

5. Le rayonnement des services à l'échelle nationale des organismes est déterminé par une représentativité suffisante d'activités en ce qui concerne la présence de membres collectifs ou individuels affiliés, de ressources humaines permanentes, de sites de pratique agréés, et de formations et d'événements tenus sous la régie de l'ONL dans les différentes régions du Québec.

CRITÈRES DE RECONNAISSANCE

1. Répondre à l'ensemble des critères de reconnaissance des ONL.
2. Être soutenu financièrement par le Gouvernement du Québec pour la réalisation de sa mission.

PRIVILÈGES

1. Les privilèges accordés aux ONL reconnus.
2. L'admissibilité au statut de membre ordinaire au Regroupement Loisir et Sport du Québec (RLSQ), et, à ce titre, l'obtention des privilèges suivants : un espace de bureau au Stade olympique de Montréal, les couvertures complètes d'assurances responsabilité civile et administrateur et l'accès aux services administratifs à un tarif préférentiel.
3. Être considéré comme interlocuteur privilégié⁶ par son ministère d'attache⁷ dans son champ d'intervention en loisir.

6. Aux fins de ce programme, un interlocuteur privilégié est un organisme désigné par le gouvernement ou par un ministère qui, dans le cadre de sa mission, a pour fonction d'agir comme instance de représentation effective d'un champ d'intervention en loisir. Dans le cadre des politiques ministérielles, il contribue à la mise en œuvre des travaux qui en découlent, notamment en faisant suivre l'information à son réseau de membres, de partenaires et d'usagers et en fournissant des avis sur des questions concernant son domaine de compétence et d'expertise.

7. La détermination du ministère d'attache d'un organisme résulte d'une analyse de la compatibilité de la mission principale de cet organisme avec les responsabilités du ministère sollicité.

Exigences administratives

1. Transmettre tous les documents mentionnés à l'annexe C.
2. Avoir une immatriculation en vigueur auprès du Registraire des entreprises du Québec.
3. Posséder une charte et des règlements généraux.
4. Détenir une assurance responsabilité civile et administrateur valide que détiendrait un exploitant prudent exerçant des activités de nature similaire.
5. Informer le MEES de tout changement apporté, notamment à sa mission, à sa charte, à ses règlements généraux, à la composition de son conseil d'administration ou à ses coordonnées.

Dispositions générales

L'organisme qui dépose une demande de reconnaissance dans le cadre du PRONL recevra une lettre l'informant de la décision rendue par le MEES à la suite de l'analyse de son dossier. Si l'organisme est insatisfait de la décision rendue, il dispose d'un délai de 30 jours suivant la réception de la décision pour déposer une demande de révision écrite en mentionnant les éléments du dossier qui mènent à la contestation.

La reconnaissance accordée à un organisme national de loisir est valide dès la réception de la lettre qui l'en informe. Toutefois, la conformité continue est une condition obligatoire pour le maintien des privilèges que procure la reconnaissance. À cet effet, le Ministère peut, en tout temps, procéder à une vérification pour s'assurer qu'un ONL reconnu continue de satisfaire aux critères et de remplir les obligations liées à la reconnaissance.

Aussi, le Ministère pourra retirer une reconnaissance dans l'une ou plusieurs des situations suivantes :

- l'organisme ne respecte pas l'ensemble des critères de reconnaissance ou des exigences administratives prévues au PRONL;
- l'organisme cesse ses activités (faillite ou dissolution volontaire ou judiciaire);
- l'organisme ne souhaite plus être reconnu;
- l'organisme a produit une fausse déclaration.

Pour l'ensemble de ces situations, un avis écrit décrivant les motifs et indiquant les intentions du Ministère sera transmis à l'organisme. Il lui donnera l'occasion de corriger les irrégularités relevées ou de soumettre un plan de redressement, le cas échéant, dans un délai imparti à la satisfaction du Ministère. Si l'organisme ne remplit pas les conditions exigées dans les délais accordés, le Ministère retirera la reconnaissance sans autre préavis. Enfin, un ONL ayant perdu son statut d'organisme reconnu ne pourra présenter une nouvelle demande au PRONL qu'au terme de trois années financières gouvernementales, à partir de la date du retrait de sa reconnaissance.

Missions similaires ou apparentées

Dans l'éventualité où plus d'un organisme prétendrait être le chef de file dans un champ d'intervention en loisir ou dans un domaine apparenté et que ces organismes solliciteraient une reconnaissance dans le cadre du PRONL, seul l'organisme qui répond de façon optimale à l'ensemble des critères de reconnaissance applicables sera reconnu. Le Gouvernement du Québec, fidèle à sa volonté d'éviter la multiplication des organismes et dans une perspective de saine gestion des fonds publics, pourrait reconnaître un regroupement fusionné ou encourager l'unification ou le regroupement d'organismes.

Situation de transfert à une autre instance

Dans l'éventualité où un organisme déjà rattaché à une instance gouvernementale possède une mission davantage compatible avec celle d'un autre ministère ou un autre organisme gouvernemental, celui-ci peut être transféré à cette autre instance. De façon exceptionnelle, il se peut également qu'un organisme se voit accorder un double rattachement lorsqu'on ne peut déterminer la prédominance de ses activités par rapport à une seule instance gouvernementale. Si une situation de transfert d'un organisme doit être effectuée, les étapes administratives à suivre figurent à l'annexe A.

3. PRÉSENTATION D'UNE DEMANDE

Le formulaire de demande de reconnaissance est accessible au www.education.gouv.qc.ca/organismes-de-loisir-et-de-sport/programmes-de-reconnaissance. Il doit être accompagné de tous les documents mentionnés à l'annexe C. Ceux-ci doivent être transmis par courriel à pafonl@education.gouv.qc.ca ou par courrier à l'adresse suivante :

**Programme de reconnaissance des organismes nationaux de loisir
Direction du sport, du loisir et de l'activité physique
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
1035, rue De La Chevrotière, 19^e étage
Québec (Québec) G1R 5A5**

Pour plus de renseignements sur le PRONL, veuillez communiquer avec la Direction du sport, du loisir et de l'activité physique du MEES par courriel à l'adresse pafonl@education.gouv.qc.ca ou par téléphone au 418 646-6142.

SITUATION DE TRANSFERT À UNE AUTRE INSTANCE D'ATTACHE

Si la mission d'un organisme a évolué et qu'elle est davantage compatible avec celle d'une autre instance gouvernementale ou si, de manière exceptionnelle, un double rattachement doit être envisagé, car on ne peut déterminer la prédominance des activités d'un organisme par rapport à une seule instance gouvernementale, le cheminement administratif du transfert se fera selon les étapes suivantes :

- 1) L'instance qui constate la situation informe l'autre instance visée et le Secrétariat à l'action communautaire autonome (SACAIS) et aux initiatives sociales de la possibilité d'un transfert;
- 2) L'organisme visé est informé de la démarche en cours et son accord est obtenu avant de poursuivre. Advenant un refus, il appartiendra à l'organisme de démontrer que sa mission et que ses activités sont compatibles avec celle de l'instance gouvernementale à laquelle il est rattaché. Si le désaccord persiste, un comité indépendant pourrait être formé dans le but de déterminer le port d'attache le plus adéquat.
- 3) Les instances gouvernementales concernées s'entendent et confirment le transfert auprès du SACAIS et de l'organisme avant le 1^{er} octobre de l'année précédant le transfert, pour qu'il soit en vigueur l'année financière gouvernementale suivante;
- 4) Une résolution du conseil d'administration de l'organisme approuvant le transfert est transmise aux instances concernées;
- 5) Le SACAIS coordonne ensuite les étapes menant au transfert (budget, contact avec le Conseil du trésor etc.);
- 6) Le transfert est en vigueur à partir du 1^{er} avril suivant.

PRINCIPALES DÉFINITIONS

Aux fins du PRONL, les termes et les expressions suivants désignent :

« À titre de leader »

Décrit un organisme qui agit comme instigateur, maître d'œuvre ou régisseur, qui est le principal dirigeant d'une action, d'une intervention ou d'un projet et qui n'intervient pas seulement à titre de partenaire, de participant ou de consultant.

Champ d'intervention en loisir

Domaine d'expertise et de compétence propre à une activité ou à une clientèle qui vise une intervention par une offre de services de loisir spécialisés ou professionnels susceptible de bénéficier d'une action sociale adaptée.

Développement durable

Développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Le développement durable s'appuie sur une vision à long terme qui prend en compte le caractère indissociable des dimensions environnementale, sociale et économique des activités de développement.

Fusion, unification et regroupement

On entend par « fusion » le processus qui permet à deux corporations de créer une nouvelle personne morale en réunissant leurs capitaux et leurs savoirs. Dans le cas d'une unification, une ou plusieurs entités liquident leurs affaires et transfèrent leur actif dans un autre organisme. Pour ce qui est d'un regroupement, tous les organismes originaux sont dissous et leur actif est transféré à une nouvelle entité. Le regroupement, tel qu'il est défini ici, n'inclut pas les regroupements administratifs qui visent le partage de ressources (humaines ou physiques) entre deux organismes distincts qui continuent d'exister.

Loisir (ou activité récréative)

Activité qu'une personne fait pendant son temps libre. Librement choisie et pratiquée dans le but de se divertir, de se distraire, de s'amuser ou de s'épanouir, elle peut être pratiquée sans encadrement ou à l'intérieur de services offerts par les structures des milieux associatif, communautaire, municipal, scolaire ou privé tout en présentant des occasions multiples de rencontres et d'échanges qui permettent d'accroître les aptitudes sociales des individus. Le terme « loisir » englobe les activités récréatives de nature variée qui nécessitent un engagement personnel et qui permettent d'accroître la sociabilité dans la communauté « réelle » (en opposition à la communauté virtuelle).

Loisir actif

Ensemble des activités de loisir qui présentent une activité physique suffisamment importante pour qu'il en découle des effets bénéfiques sur la condition physique et qui sont pratiquées dans un contexte autre que la compétition sportive.

Loisir culturel

Secteur du loisir dont les activités relèvent essentiellement des domaines des arts, des lettres et du patrimoine. Ces activités sont pratiquées à titre amateur ou de spectateur et sont orientées vers le développement de la formation, de l'expression et de la créativité des personnes et des collectivités.

Loisir de plein air

Secteur du loisir qui désigne les activités physiques non motorisées, pratiquées dans un rapport dynamique avec les éléments de la nature et selon des modalités autres que la compétition sportive.

Loisir électronique

Secteur du loisir qui désigne la pratique sur Internet ou lors d'un tournoi en réseau d'une activité virtuelle par le biais d'un ordinateur, d'une tablette ou d'une console de jeux vidéo.

Loisir spécialisé

Champ d'intervention multisectoriel en loisir dont l'ensemble des actions vise, *a priori*, l'accessibilité à la pratique d'activités pour une ou des clientèles qui présentent des besoins particuliers, notamment les personnes en situation de pauvreté, les personnes handicapées, les nouveaux immigrants, les Autochtones et les aînés.

Loisir motorisé

Secteur du loisir dont les activités nécessitent l'emploi d'un véhicule motorisé et qui sont pratiquées dans un contexte autre que la compétition sportive.

Loisir socioéducatif

Secteur du loisir dont les activités sont pratiquées dans un cadre ludique et qui visent, *a priori*, une acquisition de connaissances, de savoirs et d'apprentissages. Les activités possèdent une finalité à la fois sociale et éducative et sont généralement considérées comme lieu de formation personnelle et collective. Elles fournissent des occasions multiples de rencontres et d'échanges suffisamment importantes pour qu'il en découle des effets bénéfiques sur le développement des fonctions cognitives⁸ des individus.

- *Déclinaison*

Loisir scientifique et technique

Secteur du loisir dont les activités sont pratiquées dans un cadre ludique et qui se distinguent par l'acquisition de nouvelles connaissances scientifiques ou techniques et de l'utilisation de ces connaissances pour résoudre des questions auxquelles la science peut apporter une réponse. Ces activités visent à découvrir et à comprendre l'environnement qui nous entoure et à s'y inscrire harmonieusement.

Loisir touristique

Secteur du loisir qui regroupe l'ensemble des activités récréatives pratiquées à des fins d'agrément par des excursionnistes ou des touristes hors du temps de travail ou domestique dans un ou plusieurs endroits situés en dehors de la zone géographique à l'intérieur de laquelle ils mènent habituellement leurs activités quotidiennes.

ONL multisectoriel

ONL dont l'ensemble des actions vise, *a priori*, l'accessibilité à la pratique d'activités de loisirs de toutes natures⁹ pour l'ensemble de la population.

Organisme de défense collective des droits

Organisme national de loisir dont la mission (ou le volume des actions réalisées) vise majoritairement la défense collective des droits. Pour être considéré comme un organisme de défense collective des droits, un organisme doit non seulement être actif dans chacune des catégories d'activités décrites ci-dessous, mais également en faire sa mission unique ou principale :

- des activités d'éducation populaire autonome axées sur les droits et la vie démocratique;
- des activités de mobilisation sociale.

8. Capacités du cerveau qui permettent notamment de communiquer, de percevoir notre environnement, de nous concentrer ou d'accumuler des connaissances.

9. Dans au moins quatre des huit secteurs du loisir reconnus.

Outre ces deux catégories d'activités obligatoires, un organisme doit également être actif dans l'une ou l'autre des catégories d'activités suivantes :

- des activités de représentation;
- des activités d'action politique non partisane.

Organisme national de loisir (ONL)

Chef de file dans un champ d'intervention en loisir qui contribue, par sa mission et ses activités, au maintien, au développement et à l'augmentation du niveau de la pratique d'activités de loisir de la population québécoise. Formé d'un regroupement de membres collectifs (c'est-à-dire de personnes morales) ou individuels, l'organisme national de loisir rayonne au-delà du cadre local et régional en menant des actions de portée provinciale et en assurant le déploiement de services et la promotion auprès de ses membres et du public.

Utilité publique et utilité sociale (ou transformation sociale)

Dénomination par laquelle un organisme est reconnu comme présentant un intérêt pour la collectivité et la qualité de vie de toute la population à partir de critères précis, tels que la poursuite d'un but général distinct des intérêts particuliers de ses membres et le rayonnement ainsi que la capacité de mobilisation et de gouvernance démocratique. L'utilité publique ou sociale a pour résultat constatable l'amélioration des conditions collectives du développement humain durable, dont l'éducation, la santé, la qualité de vie, la culture, l'environnement, l'emploi et la démocratie.

LISTE DE VÉRIFICATION DES DOCUMENTS ET DES FORMULAIRES À ACHEMINER

Pour toute demande de reconnaissance, transmettre les documents suivants au MEES :

Au dossier ✓	Documents à acheminer
	Formulaire de demande de reconnaissance dûment rempli
	Extrait du procès-verbal du conseil d'administration dûment signé par un membre du conseil d'administration, démontrant l'adoption d'une résolution qui appuie la demande de reconnaissance
	Copie de la charte (lettres patentes) et des règlements généraux de l'organisme (s'il s'agit d'une première demande)
	Copie de la déclaration d'immatriculation annuelle délivrée par le Registraire des entreprises du Québec
	Copie de la police d'assurance responsabilité civile et administrateur
	Copie du dernier rapport annuel
	Liste des membres actifs pendant l'année en cours (par catégorie et par région, le cas échéant)
	Copie de la convocation à l'assemblée générale annuelle et du procès-verbal adopté par la dernière assemblée générale annuelle de l'organisme
	Copie du dernier plan de développement pluriannuel approuvé par le conseil d'administration
	Autres documents jugés pertinents pouvant appuyer la demande : politique, code d'éthique, étude de marché, liste des publications, revue de presse et liste et nature des ententes de partenariat